

Propositions, sujets d'études, projets et axes de travail « défense, sécurité et relations internationales » de l'I.R.C.E.

Le plan Juncker sur les investissements de défense, complété par le discours sur l'état de l'Union, la feuille de route européenne et le discours d'Emmanuel Macron, complémentaires entre l'approche pas à pas et la rupture, sont une première étape même s'ils ne sont pas à l'unissons.

D'une façon générale, la défense, la sécurité et les relations internationales sont des enjeux majeurs européens, où nous pouvons trouver de nouvelles idées d'optimisation, penser autrement pour agir autrement et mettre d'autres lunettes avec bon sens et prise de conscience de la mine d'or que nous possédons sans savoir l'exploiter, d'autant plus que nous n'avons pas ou plus d'argent pour engager de nouveaux projets sauf à espérer une continuité de reprise qui pourrait également être gérée sur des bases de gestion plus solides.

S'il est de même évident que nous n'avons plus les moyens de créer deux structures de défense parallèles entre l'OTAN et l'UE, sauf à intégrer la gouvernance de l'une dans l'autre, liées désormais dans le traité européen, nous savons aussi utiliser l'arme économique pour répondre ensemble et remplacer l'arme militaire comme pour la crise en Ukraine.

Ne pas compter à la dépense pendant les crises ou les interventions extérieures, se cacher derrière des considérations de souveraineté nucléaire, comme certains pays ou certains secteurs industriels, ou profiter de façon dommageable des guerres pour accroître son score au hit parade des ventes, ne dure qu'un temps.

Comme en économie, qui ne doit pas être désormais dissociée du débat, pour mieux comprendre certaines réalités, et sauf à considérer enfin l'Europe par sa puissance réelle au delà de certains chiffres sur le papier, les pays et leurs industries risquent pourtant un jour de disparaître du hit parade au détriment de certains pays émergents, comme la Chine mais sans oublier le Japon qui va bientôt davantage faire parler de son savoir-faire dans le domaine de l'armement, acquis à nouveau stratégiquement.

Dans le domaine industriel, le projet structurant Airbus a fait l'Europe civile en disposant d'un environnement propice et bienveillant pour la création de ce



champion, qui fait d'ailleurs une guerre commerciale tous les jours. Il n'est pas trop tard pour qu'Airbus fasse que l'A400M, le successeur du TRANSALL (Transport de l'Alliance), considéré encore généralement comme un échec en matière de fabrication, contribue à l'Europe de la défense avec son soutien toujours à inventer. Mais bien d'autres modèles et d'autres acteurs existent également.

Le couple franco-allemand, sans oublier l'Italie, certains pays nordiques, le nouveau moteur qu'est la Pologne, et bien entendu le Royaume-Uni pour la défense, doit donner l'exemple par voisinage, par force économique mais également cohérence relationnelle avec les autres pays pourvus ou non d'industrie et avec des spécialisations opérationelles, dans un équilibre d'opportunités entre bilatéralisme et multilatéralisme au sein d'un moteur comportant une partie froide et une partie chaude avec leurs réalités de fabrication et de maintenance.

La France ne reconnaît pas suffisamment l'apport ni les façons de fonctionner des autres dans un domaine où, comme la PAC, elle se veut et se réclame plus forte sans tirer profit de la dimension européenne qui peut souvent résoudre des situations et que l'on accuse également soit d'imposer ou d'éviter d'imposer. Elle doit désormais savoir partager naturellement, et notamment dans les quatre piliers politique générale que sont la stratégie, la structure, l'identité et la prise de décision même en cas de nécessités urgente et donner l'exemple sans assurer seule le rôle de chevalier blanc qu'elle ne peut tenir seule longtemps. Par projection psychologique envers les Etats-Unis, elle prend souvent des initiatives unilatérales et rapides en blâmant ensuite parfois les autres s'ils ne la rejoignent pas et/ou en oubliant aussi de comptabiliser tous les éléments d'accompagnement, non uniquement sur le terrain, comme au Mali. Espérons que ses possibles efforts soient également faits par ses alliés et partenaires dans une compréhension commune et une certaine solidarité.

Même dans la défense, l'Allemagne tire son épingle du jeu de par ses relations bilatérales (leadership bienveillant) préférées par de nombreux autres et par sa force économique. Mais elle devrait désormais davantage contribuer à l'effort de défense de la France plutôt qu'investir uniquement sur l'économie en prenant l'alibi de l'histoire.

Les Etats-Unis, élément incontournable actuellement voire éternellement en Europe après s'être fait forcés la main deux fois pour venir se battre sur le continent, souhaitent désormais que les Européens se débrouillent tout en imposant des achats de F-35 après les avoir obligé à y travailler; Est-ce un



baroud d'honneur avant de quitter l'OTAN ? Quel retour sur investissement les Etatsuniens veulent-ils ? Peut-on y créer une gouvernance européenne mais avec quel leader ou quel moteur à double parties ?

Une solution reste de la créer au sein de l'OTAN au niveau opérationnel et industriel sous l'impulsion de l'UE. A part la France tous les autres pays se réclament de l'OTAN pour faire la défense européenne avec risques de dépendance avec les EU et avantages sur le fonctionnement. Mais beaucoup de Français la repoussent car génératrices de surcoûts restant à démontrer. Certains pays de l'UE ne sont pas dans l'OTAN et inversement. Quand on parle de défense européenne, pourquoi parler de défense de l'UE alors que la Suisse, comme la Suède, pourtant neutres, disposent d'un arsenal pouvant être mis à disposition de l'Europe même en parlant de coopérations plutôt que d'alliances afin de ne pas être engagées automatiquement.

La défense est un domaine particulier où les certaines règles européennes ne sont pas applicables de par leur nature mais où des dispositions particulières peuvent être admises et même sauvegardées par les institutions européennes désormais bienveillantes dans le domaine de la défense. N'hésitons donc pas à instituer une dynamique politique et des règles particulières comme proposées ci-après. Devons nous remercier Etats-Unis de nous imposer le PNR ? Devons nous attendre les regards extérieurs pour apprendre à nous structurer même s'il sont très utiles, comme autre fois le Japon, les Etats-Unis et maintenant la Chine ? Devons nous attendre V. Poutine pour penser défense ? La Cyber défense et cyber sécurité ne seront-elles pas un nouvel axe de cohésion européenne ?

Une refonte, ou refondation, de l'esprit de défense et de la Base Industrielle et Technologique de Défense sont nécessaires avec des actions audacieuses mais réalistes et réalisables pour éviter que les rêves ne s'effondre avec le ressenti de certains pays que l'on constate.

La défense et son industrie sont liées aux notions de souveraineté et d'identité des Etats comme de l'UE, plus que le patrimoine (industriel) civil qu'il l'est également. Quand tout le monde attend des décisions politiques, il ne faut plus laisser encore les pays ou les industriels faire seuls sans quoi il n'existera jamais de défense européenne.

Nous devons réinventer la relation Etat-Industrie-utilisateurs avec un partage des risques, une relation à livres ouverts, à coûts objectifs, une intervention des Etats pour inciter sans déresponsabiliser. Une plus grande implication de l'UE doit être demandée également en dehors de la R&D pour officialiser notamment les



aides d'Etat, éléments de gouvernance de compétence exclusive de l'UE,et de concurrence et une certaine harmonisation.

Le free trade ne peut exister totalement sauf par changement de mentalité (arrêt d'achat de deux moteurs par sécurité) par contrainte, par coup de baguette magique ou par changement politique qui impose un changement d'attitude ou de dialogue (cf l'arrêt de l'emploi du mot de souveraineté dans le dernier discours de l'ancien DGA. Nous devons trouver un juste équilibre entre ouverture et protection.

Il est difficile de prévoir une réglementation particulière pour des groupes de pays car les autres pourraient aussi choisir de durcir leur position sauf à accorder des concessions avec meilleures solutions de rechange. Pour autant nous devons réinventer la relation avec l'UE qui ne doit pas toujours être le bouc émissaire mais qui doit être davantage « porteuse de sens » en apportant une vraie plus-value et une facilitation, par notamment la reconnaissance et l'officialisation de certaines pratiques jugées taboues jusqu'à lors pour mieux les faire disparaître à terme.

Les actions, le positionnement et les liens de l'I.R.C.E. sont désormais reconnues pour aller au delà des schémas de pensée traditionnels tout en respectant certaines réalités des environnements de travail, qui ne doivent cependant pas empêcher d'avancer. Notre rôle et caractère indépendant nous permet de travailler sur des sujets d'intérêts particuliers ou collectifs sur des options à charge et à décharge, en validant, critiquant de façon constructive, proposant voire initiant des idées et actions spécifiques, mesurables, réalistes et réalisables selon leur nature, leurs investissements consacrés, les attentes envisagées et le potentiel accompagnement.

Les éléments ci-dessous sont évolutifs. Ils sont répartis par familles de thèmes que sont la gouvernance, de stratégie et de marketing industriel et commercial, de politique de concurrence, de recherche et d'innovation, de défense et sécurité opérationnelle et enfin de relations internationales. Ils sont issus d'initiatives, de demandes, de retours d'interviews, de d'expérience, de réflexions internes, de réunions de travail et d'entretiens avec militaires, industriels, institutionnels, diplomates, politiques, scientifiques de nombreux pays en utilisant généralement des supports originaux et structurants. Ils sont développés pour la plupart dans de nombreux articles de fond consultables notamment sur notre site ou dans certaines publications.

* * *



<u>En matière de gouvernance</u> avec le rôle des administrations, tutelles des industries d'armement, comme devrait peut-être l'être désormais l'Union européenne, il convient de :

- Rechercher une interdépendance intra-européenne de souveraineté unie et partagée dans la diversité pour la fin du chacun pour soi comme dans les programmes en coopération dans un domaine où les réalités sont différentes du civil avec peu de clients, des contrats à longs en terme de négociation et de réalisation, un certain nombre d'emplois à la clé, de la haute technologie très défendue ou recherchée, des exigences dérogeant aux règles du commerce international
- Rechercher d'une intelligence européenne de comportement en réinventant aussi et surtout le partage de leadership français et allemand en étant plus à l'écoute des autres et de leurs apports dans le domaine industriel et opérationnel dont logistique pour être plus fort ensemble
- Affirmer une politique industrielle de défense, de fabrication et de maintien en condition opérationnelle, qui existe déjà par ailleurs au niveau européen avec la recherche et le nouveau plan Juncker restant à mettre en place, avec officialisation des aides d'Etat, élément de concurrence mais aussi de gouvernance co-partagée avec l'UE dans les domaines stratégiques, comme pour les fonds de cohésion.
- Identifier une segmentation stratégique et une intelligence économique européenne, avec une académie de partages, entre Etats et industriels par des panoramas, des études de compétences et de forces motrices de chaque nation avec la prise en compte des analyses et des regards extérieurs étasunien, japonais et des BRICS dont la Chine sans chercher à combler soitmême systématiquement ses propres faiblesses.
- Créer des groupes de cohérence de pays ayant des éléments de similitude ou de complémentarité à travailler ensemble dans une vraie politique générale européenne sans négliger les liens non frontaliers ou naturels comme par exemple UK avec les pays nordiques
- Créer de nouveaux modèles de rapprochement de style PSA (Peugeot-Citroen) comme Nexter et KMW dans tous les domaines dont aéronautique et naval pour conserver les identités sensibles et les clients fidèles à certaines



technologies avec un bureau d'études partagé et des produits différents même avec une certaine concurrence, et sans forcément avoir de projet commun, annulant la sempiternelle affirmation que l'on ne fera plus jamais un matériel seul. (Voir article)

- Encourager la création de groupes civilo-militaires de genre Rheinmetall, Airbus ou Volvo pour l'optimisation des coûts et des performances.
- Sauvegarder les entreprises stratégiques notamment par une protection et une indépendance du chiffre en créant des structures d'audit et de commissariat aux comptes à identité européenne au delà des Big Four (PWC, KPMG, EY, Deloitte) rejoignant mais restreignant la démarche initiée « not big four only ». Une première piste serait de faire une communication et un lobbying de la reconnaissance par l'UE des entreprises stratégiques françaises et identifier un groupe de pays qui validerait ce principe, avec une même aide à la désignation si ce n'est déjà fait. La démarche pourrait être initiée sur les start-up potentiellement définissables comme stratégiques.
- •Structurer les formations et certifications nationales et européennes en matière de sécurité des vols et de maintenance pour conserver des compétences nationales mais harmonisées plutôt qu'une agence détenant uniquement toutes ces compétences par constat de disparité (suite événement)
- Transformer la Direction Générale de l'Armement (DGA), qui fait office de modèle européen, en agence en lien avec les structures similaires en Europe pour mieux inciter les achats communs, voire les programmes en coopération orientés vers l'OCCAR, retransformée en agence européenne avec désormais un statuts spécial pour UK, contrôlée par les Etats et l'UE pouvant exporter son savoir faire mais non plus organisme « international » indépendant et sous co-tutelle d'une DG DEFENSE avec un vrai ministre au sein de la Commission Européenne, idée anciennement en voie de concrétisation par Michel BARNIER.
- Transformer le Service Industriel de l'Aéronautique (SIAé), considérée par la France comme un élément de sécurité sans forcément en voir le coût, en Etablissement public ou agence au profit du MCO français mais également européen sous co-tutelle DGA et future DG Défense, avec un Plan à 5 ans, avec confrontation des éléments de coût en proposant les offres concurrentes du moment ou un produit d'un pays de l'UE est mis en compétition. Ce nouveau statut permettra une meilleure coopération européenne au sein d'un club Maintenance Militaire Aéronautique Européenne notamment pour les partages



d'expérience et club utilisateurs. Cet outil industriel pourra être mis à profit pour les PME et pour l'accompagnement à l'export, comme anciennement accepté par le président Sarkozy mais non appliqué, et valorisé comme garantie étatique ou institutionnelle notamment pour les obligations d'offset (voir courriers)

•Mettre en avant de l'Agence Européenne de Défense (en sachant pourquoi les Britanniques s'y opposaient), pour travailler sur la R&D et l'innovation, avec des programmes comme clean sky dans le civil

En matière de stratégie et de marketing industriel et commercial, il convient de :

- Développer un marketing industriel et une intelligence économique intraeuropéenne avec la prise en compte des analyses et des regards extérieurs étasunien, japonais et des BRICS dont la Chine sur les forces motrices réparties (cf gouvernance) et par des exercices opérationnels ou civilo-militaires ou des études de complémentarité des forces, de Retex des OPEX ou la protection des côtes avec le Maritime Warefare (événements et travaux en cours) mais également la protection des villes (Urban Warefare).
- Identifier les failles actuelles et futures sur l'indépendance européenne sur la base de panoramas, comme dans les années 90 et **notamment dans le domaine des munitions**
- Continuer à inciter les coopérations intelligentes de style Airbus ou Ariane également possibles dans le domaine militaire comme pour MBDA, avec un leader fort, une réduction des frais fixes de chaque pays, un partage de concessions d'au moins 50%, une mutualisation des moyens, et surtout une limitation des spécificités qui annulent les bénéfices des coopérations, pour démontrer qu'une coopération dans la défense peut aussi être moins chère comme dans le civil, sans se reposer sur les garanties d'achat et sans vouloir non plus à tout prix rapprocher des partenaires complémentaires sans cohérence d'identité sauf pour peut-être certaines opérations purement financières. L'arrêt de cette garantie « coûteuse » peut être aisé par le développement de contrats commerciaux de style A400M même dans la défense, tout en considérant les attentes des clients étatiques dans ce domaine et réaliser que c'est bien autre chose qu'un Airbus peint en vert, notamment pur sa maintenance et sa gestion de configuration ; (voir étude)



- Construire des appels d'offres « intelligents » avec des sous-traitances croisées et une part réservée aux PME, notamment d'autres pays que celui du maître d'oeuvre retenu, comme l'OCCAR, organisme international de gestion de programme) en est d'accord. Rappel des questionnaires de sous-traitance distribués par l'I.R.C.E. dans les salons industriels pour identifier les problématiques de marchés au sein de l'Union. Développer la sous-traitance industrielle européenne (cf nos questionnaires) croisée avec imposition d'une participation de PME non nationales, comme semble vouloir l'accepter l'OCCAR
- Créer une planification européenne, CT, MT et LT non uniquement sur la finance et les grandes pensées de positionnement stratégiques mais sur des objectifs industriels issus de la segmentation stratégique proposée plus avant avec relance de grands programmes mais également d'infrastructure
- Etablir des retours d'expérience sur les échecs comme sur les succès en reconnaissant certains faits, comme sur le F-35, système numérique eu delà d'un simple avion et le grand pompage de la R&D et de la fabrication européenne et désormais de l'achat, certains pays annulant même des commandes Eurofighter qui n'a même pas volé au salon du Bourget. Rechercher une interdépendance Europe-Etats-Unis sur l'appareil plutôt qu'une opposition à la fois dans le système opérationnel, avec veille d'interopérabilité et d'intégration européenne pour le système numérique, que sur les ventes et me maintien en condition opérationnelle.
- Créer une équipe d'Europe gagnante des exportations et un marketing industriel de défense produits et structures, développer une véritable stratégie d'approche client et construire des réflexions communes pour bâtir des réponses européennes export face aux BRICS et Japon, avec la reconnaissance des besoins de certains clients et des réalités (la Suisse a besoin d'un Rafale pour protéger son potentiel terrestre, véritable réservoir européen alors que d'autres pays achètent à l'export mais ne font pas voler les avions) et la reconnaissance commune des différences entre un Rafale et un Gripen, avions européens, afin de pouvoir se soutenir mutuellement pour des produits européens. Le cas de UK, allié des pays nordiques, doit être traité avec soin. (suite événements)
- Créer des alliances ou partenariats intelligents à l'export avec bienveillance et soutien de la Commission européenne avec un cumul des



savoirs, des savoir faire et des savoir-être pour éviter de perdre des marchés ou de réduire leur gain, avec en plus le sourire du client.

- Savoir travailler à plusieurs, même dans la défense sur la base de la théorie des organisations, en groupes et sous-groupes avec la maîtrise du leadership, des structures, des membres, de la stratégie, au sein d'environnements internes et externes
- Assurer la convergence permanente et de façon transverse des notions de sécurité et de défense ainsi que la maîtrise des risques le plus en amont des processus
- •Proposer un système FMF et FMS (aides à l'export US) au niveau européen ou dans certains pays au profit d'autres et harmoniser les règles à l'export (CIEEMG) au niveau européen ou utiliser certaines règles au profit d'autres.
- •Valoriser les savoir-être de certains pays ou industriels utilisateurs dans le monde au profit du marketing européen. Il est possible de le faire notamment pour le développement de produits spécifiques exports non choisis au niveau national.
- Trouver un portage des PME qui doit être recherché par une symbiose franco-allemande étant donné que le portage français ne fonctionne pas mais sans copier le modèle allemand qui ne correspond pas à nos modèles structurel. Un portage transverse et notamment avec des PME de différents pays peut être réalisé par l'intermédiaire de programme en coopérations, sous la tutelle d'une DG DEFENSE, de l'OCCAR (qui doit aller au delà de la fabrication) ou de la DGA européenne avec l'AED (pour le soutien à l'innovation)
- •Instituer une coopération et un soutien export dans le domaine du Maintien en Condition Opérationnelle, autre domaine de souveraineté encore plus psychologique, et secteur avec gains potentiels financiers important et une meilleure gestion de la dépense, avec une nécessaire prise en compte des identités, en proposant aussi les services en dehors de l'Europe, comme quand Marshall Aerospace entretient des C-130 du monde entier et notamment pour le F-35. Ceci peut aussi contribuer à faciliter les coopérations dans le domaine des fabrications initiales avec un rôle donné à l'OCCAR pour le suivi de la gestion de configuration pour ne plus vivre les écarts qu'a connu le TRANSALL, et la facilitation d'échanges de bonnes pratiques entre les agences déléguées comme la SIMMAD en France. (voir courriers)



·

• Demander à l'UE et aux autres Etats, de cofinancer des programmes nationaux en plus des programmes en coopération avec possible retour industriel et affichage de solidarité comme avec les fonds de cohésion, ainsi que visibilité et engagement sur l'utilisation des fonds pour arrêter les suspicions sur l'achat des F-16 en Pologne avec l'argent européen.

En matière de politique de concurrence :

- Sortir du tout libéralisme sans fermer les frontières: Aujourd'hui la directive 2009 sur les marchés de défense et de sécurité n'est pas respectée, comme le constatent les Etats-unis considérant que certains marchés ne sont pas communiqués dans les marchés publics (contraire aux directives) et les offsets courent encore en Europe. L'objectif pour la France, comme des principaux Etats industriels, est de continuer à vendre tout en protégeant ses industriels et ses PME. Afin de faire respecter cette directive qui n'empêche pas les noneuropéens de vendre avec offsets, une solution consisterait à protéger les industriels européens vendeurs en instituant un Buy European Act sur les marchés de défense, de sécurité et de haute technologie en relation avec Bercy donnant une préférence relative intra-européenne et notamment pour les PME, sans fermer les frontières (que ne veulent de toute façon pas les Allemands surtout dans ce domaine), avec par contre des exigences simples, réalistes et réalisables demandées aux non-européens sans froisser et en interdépendance avec les Etasuniens qui détiennent déjà ce genre de modèle. (voir articles).
- Ce Buy European Act, qui va certes à l'encontre des principes « free trade » de la Commission européenne, pourrait être accepté dans un équilibre d'ouverture et de protection, en officialisant également une part minimale d'offsets sur la fabrication et la maintenance, qui sont aussi des vecteurs de coopération entre PME si elles le font elles-mêmes, pour mieux les réduire sans imposer leur disparition (évolution de la position française de 1995). Des compensations pourraient-être également accordées dans le civil pour les pays d'Europe qui n'en réclament pas au niveau industriel ex Chypre, et avec un fort coefficient pour les compensations accordées à l'éducation et à l'enseignement supérieur. Une gestion globale avec juste retour au niveau européen des offsets industriels serait réalisée en commun au niveau européen par l'agence de défense ou par les industriels d'un même secteurs, voire de tous secteurs confondus (modèle SEII non finalement compris), avec une comptabilisation de juste retour ou de retour industriel sur un programme donné. Dans le domaine civil, il pourrait reposer la question d'achats étrangers utilisant

I.R.C.E. – Institut de recherche et de Communication sur l'Europe – Association de loi 1901



les infrastructures cofinancées par l'UE comme par exemple dans le domaine ferroviaire.

- Compléter ce dispositif par une relance des achats croisés initiés dans les années 90 avec le Royaume-Uni pourrait mieux donner confiance avec un système de juste retour et de sécurisation des doubles sources stratégiques.
- •Soutenir le développement d'événements "ventes industrielle de défense à l'Europe" à la suite du Symposium Vendre à la défense française et à l'OTAN
- Créer une préférence européenne également dans le domaine cyber avec un « (Buy) European Cyber Act » en profitant du caractère dual pour notamment renforcer les actions de l'agence à trouver une solution industrielle européenne.

En matière de recherche et d'innovation :

- Relancer les idées de grands programmes transnationaux de souveraineté industrielle soutenus pas le plan Juncker (ex choix ou complémentarité drônes, avions et satellites et programmes marins) comme la France l'a fait en terme de rupture pour les programmes d'avenir en partageant les efforts de recherche entre les pays à partir d'une segmentation stratégique identifiée sur la base d'un pôle dual universel franco-allemand Fraunhofer Instituts Carnot au delà de l'ISL avec modules rattachables des autres pays pas spécialisations
- Mettre en place une **plate forme de valorisation et de décloisonnement duale des innovations et des réalisations**, pour créer plus de synergies entre le militaire et le civil de type Clean Sky en demandant aux entreprises et PME de mettre à disposition sur étagère, au niveau européen, entre 1 à 3 produits qui ont ou non fonctionné pour éviter
- Analyses et approches comparatives des approches de recherches étasunienne (DARPA), israélienne et russe
- Capitaliser la connaissance européenne en matière de recherche et de développement pour optimiser les nouvelles démarches avec valorisation des structures associatives de style AREA
- Impliquer davantage l'AED sur le décloisonnement de la recherche fondamentale et appliquée en lien avec les centres de recherche nationaux

I.R.C.E. – Institut de recherche et de Communication sur l'Europe – Association de loi 1901



- Développer le financement éthique sur l'innovation européenne duale et segmentée issue d'une stratégie amont et notamment les nanotechnologies, la physique quantique, l'intelligence artificielle.
- •Développer la recherche en Maintien en Condition Opérationnelle qui doit être prise en charge par l'AED (recherche) et l'OCCAR (opération au delà de la simple gestion de configuration comme une agence de défense industrielle problème car l'OCCAR se définit comme une organisation internationale et non européenne ;
- Valoriser le MCO en amont des processus et identification de la fausse envolée des coûts, (voir étude). Développer la recherche des modèles économiques en maintenance étudiée au niveau européen (voir plan d'étude et de thèse)
- Optimiser la gestion nationale à partir de la gestion des Opérations extérieures : usines transportables, réserve industrielle, utilisation de la 3D, clauses de partenariats avec pays clients dans le monde pour limiter le risque logistique lointain (voir étude)
- •Développer des chaires de recherche en maintenance industrielle dans des écoles de management comme ESCP Europe sur les business models fabrications et de maintenance dans le domaine dual : NH90 ou COUGAR

En matière de défense et de sécurité opérationnelle :

- Valoriser l'OTAN comme un vecteur d'intégration européen notamment avec garantie de conservation des liens avec le Royaume-Uni après le BREXIT (voir article)
- Développer une gouvernance européenne au sein de l'OTAN, qui ne doit plus être considéré comme l'outil des Etats-Unis, avec une identité comme nous avons su le faire pour l'ACCS avec les « petits pays »
- Valoriser la France, nouvelle nation leader européenne, dans l'OTAN en intelligence et en consensus avec ses alliés européens dont l'Allemagne, pays leader économique (voir article)



·

- Faire le point sur l'augmentation de la contribution étasunienne de 55 à 75%. Pourquoi l'OTAN réclame-t-elle 2%? Quelle obligation pour les aventures étasuniennes hors article 5? Est-ce possible de faire un exercice OTAN sans les Etats-Unis?
- Utilisation des compétences européennes de l'OTAN pour la **gestion des migrants sur la protection des côtes** et contrôle de l'immigration (intervention devant les Sabres de l'OTAN, repris par Allemagne et Turquie).
- Mettre à profit l'environnement et les programmes industriels de l'OTAN, de l'agence d'acquisition NSPA et de sa normalisation qui doit être considérée comme une arme commerciale en plus d'un accroissement de l'interopérabilité entre ses acteurs.
- Créer un centre d'excellence de l'OTAN en France pour la simulation opérationnelle aéronautique voire interarmes pour mieux valoriser la réintégration et les financements notamment étasuniens (voir article)
- Définir une interdépendance savante avec les Etats-Unis notamment en travaillant sur le F-35 pour ne pas opposer les ventes en Europe. En terme d'enseignement de management et de réussite de fonctionnement, entre la façon de travailler avec les Etasuniens, les Français ou en communauté, définir pourquoi semble-t-il plus facile de travailler avec les Nations Unies où les US sont présents mais n'apparaissent pas comme leader?
- Définir une segmentation européenne opérationnelle de défense comme dans les armées d'autrefois avec spécialisation : ne pas forcément imbriquer les personnels comme l'exemple germano-néerlandais mais trouver une interdépendance, segmentation et complémentarité des forces (terme défini en concertation européenne) avec relations à la fois bilatérales et multilatérales comme le numérique, l'interopérabilité ou la normalisation, dont il convient d'établir un panorama. Prendre en considération que le terme d'armée européenne est plutôt tabou. Etablir une analyse et un retour d'expérience des Battlegroups (Groupements tactiques de l'Union européenne (GTUE) ou Groupement tactiques interarmées de réaction rapide (GTIRR). (groupe de travail en cours)
- •Valoriser la structure de l'Eurocorps et du budget propre contrairement à la brigade franco allemande, développement des budgets de fonctionnement ATHENA (visite VIP de l'Eurocorps)



- •Valoriser le modèle EATC sur le transport aérien, Utilisation des savoirs / savoir faire mais également savoir être en dehors d'Europe avec liens privilégiés.
- Faire tomber les barrières entre les concepts opérationnels et les doctrines d'emploi des forces
- Travailler sur un Ciel unique européen: recherche de cohérence et l'interdépendance entre d'une part les demandes militaires de prédominance sur certaines zones avec limitation de libre circulation sur certains couloirs nationaux et d'autre part les demandes civiles de libre circulation. Mise en place de structures miroirs européennes, interdépendance des réalités civils et militaires. (travaux en cours)
- Travailler sur la sécurité des frontières et des transports, approches nationales et multilatérales européennes, spécificités et points communs entre fer, routes, canaux, voies maritimes, aérien, (exemple des PNR air, mer et canaux à définir sur terre bus et trains et voitures de location) avec décloisonnement, et avec analyse du risque cyber et des pollutions numériques. Travailler sur les nécessités d'harmonisation et les approches bilatérales pour les outils de continuité de traçabilité : avions, drônes d'accès et de scanérisation des bateaux, trains, camions, satellites (groupe de travail en cours)
- Consolider les solutions opérationnelles et industrielles pour la protection des côtes européennes pour le signal, l'intervention et la prospective. Etat des lieux, cohérence des nations présentes, continuité du signal et des moyens d'action, réactivation de sémaphores, utilisation de drônes identifiants scannant les cargaisons, sous marins, avions, quelle continuité produits savoir/savoir faire (groupe de travail en cours)
- Valoriser la sécurité des systèmes d'information et des matériels sécurité dont cyber et numérique par un décloisonnement des domaines civils et militaires, extension de la coopération européenne en matière de police et de gendarmerie, cybersécurité des frontières et des transports avec décloisonnement des outils et méthodes,
- •Valoriser les réalisations de l'Estonie comme centre européen cyber défense de l'OTAN, coordination des services de renseignement au niveau européen,



- •Renforcer l'ENISA pour les éléments de cybersécurité sans créer de nouvelle agence, valoriser Europol, valoriser les travaux ENISA pour trouver une offre industrielle par les PME,
- Réfléchir sur une indépendance numérique civile militaire : faut-il un consortium européen pour contrer les Etats-Unis ou être en interdépendance avec les Gafa ? Le Luxembourg doit-il devenir un Cloud européen « continental » également pour les données sensibles ?
- Statuer sur la défense civile et la défense économique après le recentrage de la défense sur les armées ? Reprise par les finances ? Par l'interministériel ? Comme pour l'intelligence économique ? (voir article)
- Valoriser la dimension humaine de l'Europe de la Défense au delà des aspects industriels, matériels et économiques pour faire ressortir les savoir-être et la signification des identités
- Instituer un service militaire ou national (économique et civil) minimal européen, socle éducatif avec possibilité de servir dans les autres pays de l'Union et créer une réserve européenne.

En matière de relations internationales :

- Identification des différences d'approches entre risques et menaces à travers l'Europe guidant souvent les décisions ou non d'intervention et d'accompagnement (travaux en cours)
- Valorisation du positionnement stratégique des DOM-TOM-COM français pour l'Europe dans une logique de solidarité
- Sortie de crise en Ukraine avec mission spéciale et séminaire de résolution, sur la base de nos compétences de négociation et gestion de conflits, de nos publications avec études à charge et à décharge sur les origines de la crise, sa gestion et la compréhension les réalités multiples de la situation avec notamment une discussion pour la position de la Crimée (voir numéro spécial publication) meilleure solution de rechange, sur l'opportune voix multilatérale européenne, sur la rupture avec le groupe de Normandie, sur le rebond positif à trouver sur le dépeçage industriel



• Indépendance et sécurité énergétique européenne en relation avec l'Union de l'énergie, élément de stratégie et de souveraineté et la segmentation énergétique

liée avec équilibre entre relations bilatérales ou multilatérales

• Prospectives 2025 sur les approches géopolitiques, relations bilatérales ou multilatérales entre l'Europe dont UE, les Etats-Unis, les BRICS et l'OTAN

• Développement des coopérations avec la Pologne, autre moteur européen du groupe VISEGRAD, dont il convient de comprendre l'histoire, les attitudes notamment liées aux ruptures de contrats comme d'autres d'ailleurs, les remarques, les demandes d'identité mais avec un certaine demande de retour de solidarité et sans utiliser de mots blessants pour avec le risque de rupture avec l'UE même si 70% de la population s'y montre actuellement favorable (suite rencontres et événements)

 Relance des relations avec la Russie par la coopération R&D ou industrielle aéronautique avec la Russie pour entretenir un lien en vue d'alliances ou de partenariats pour des marchés extérieurs notamment vers les BRICS (événement en préparation)

 Réflexions globales européennes, notamment en terme de cybersécurité, de souveraineté commerciale et d'investissements, sur les réponses bilatérales ou multilatérales à apporter aux nouvelles routes de la soie chinoises, véritable conquête géopolitique de l'Ouest, en indépendance ou en interdépendance

• Importance de solutionner le problème sécuritaire africain pour l'Europe par des actions liées à la politique de voisinage mais surtout des partenariats économiques avec implications locales pour la création d'emplois au delà des aides pansements (événement en préparation)

• Sortie de crise en Syrie pour la stabilité du pourtour méditerranéen et de l'Europe et résolution du problème palestinien, car de cette zone sera l'étincelle de la potentielle future guerre mondiale avec valorisation de la France comme ancienne nation responsable de la zone, force tampon arabe, responsabilisation des deux parties quant au refus initial palestinien et à la situation actuelle (voir articles)

• Le rôle de la France seule représentante de l'UE au conseil de sécurité de l'ONU, quelle stratégie nucléaire européenne ? approche nucléaire au profit de



qui ? Le nucléaire est-il la nouvelle ligne Maginot française ? Quelle solidarité financière européenne pour le nucléaire ? Quelle possible position indépendante vis-à-vis de crises internationales, comme par exemple la Corée du Nord ?

- Quelle représentativité européenne en matière de défense et de relations internationale, quelle valorisation des identités et positionnements de chaque Etat? Importance de mettre en avant les nations en liens historique pour la gestion des crises et des projets : ex intervention en Lybie avec l'Italie. Quel rôle pour le service de coopération extérieur souvent en conflit de représentation avec les Etats et le Président Tusk?
- L'équilibre encore nécessaire entre les coopérations bilatérales et multilatérales en Europe entre groupes de pays pour l'atteinte d'objectifs

François CHARLES Président de l'I.R.C.E.

Président du groupe de travail Défense, sécurité et relations internationales